

Déclaration du Représentant de la Pologne

J'ai le plaisir de m'adresser à vous pour la première fois en qualité de représentant d'un État membre du FIDA. La Pologne souhaite se joindre aux efforts déployés par le Fonds pour relever les grands défis du secteur agricole et alimentaire à l'échelle mondiale. S'agissant du débat qui nous occupe ici, je souhaiterais mettre en lumière les points suivants.

Arguments proposés

L'un des plus importants défis du XXI^e siècle est d'assurer la sécurité alimentaire dans le monde. Il transparait à la fois dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans les stratégies de l'Union européenne et des pays. Ces documents soulignent la nécessité d'éliminer la faim et d'améliorer la nutrition des populations les plus vulnérables, partout dans le monde, et de s'attaquer aux causes profondes des conflits, telles que les inégalités, les changements climatiques ou le manque de ressources.

Malheureusement, nous nous heurtons actuellement à des difficultés très importantes dans la concrétisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif de développement durable 2 (Faim "zéro"). En seulement trois années (entre 2015 et 2018), l'augmentation des prix internationaux des denrées alimentaires a fait bondir le nombre de personnes souffrant de malnutrition de 35 millions, pour l'établir à 820 millions. Les pays dépendants des importations de produits alimentaires ont été les plus touchés. Par ailleurs, la croissance rapide de la population mondiale – qui devrait dépasser la barre des 9 milliards d'habitants d'ici à 2050 – pourrait entraîner une concurrence accrue pour l'accès aux ressources limitées, comme l'eau, l'énergie et les ressources naturelles.

L'éradication de la faim et de la pauvreté d'ici à 2030 sera impossible si aucun changement n'est apporté à la production, à la distribution et à la consommation des produits alimentaires. Il faut évoluer vers des systèmes alimentaires durables plus efficaces et plus résilients face aux changements climatiques. Dans cette optique, les pays doivent apporter un soutien financier adéquat aux agriculteurs, et ceux qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour opérer ces changements doivent recevoir une assistance. D'après les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, il faudra investir 160 USD supplémentaires par an et par personne vivant dans l'extrême pauvreté si l'on veut parvenir à éliminer la faim au cours des 15 prochaines années.

Cependant, je souhaiterais, au nom de mon pays, la Pologne, qui voue un profond respect à la liberté et à la démocratie, attirer votre attention sur le fait que l'aide apportée aux pays touchés par la pauvreté ne doit pas dépendre de l'adoption d'une quelconque idéologie. Il convient de s'opposer fermement aux pratiques consistant à forcer des pays africains à épouser d'autres idées sur des sujets comme le genre, l'avortement, la stérilisation ou l'euthanasie et à conditionner l'aide à l'adoption de ces mœurs que nous réprouvons et qui ne font pas partie des traditions de ces pays.

L'appui à la transition vers des systèmes alimentaires durables englobe l'ensemble des activités interdépendantes dans les secteurs de la production, de la transformation, du transport, du stockage, de la commercialisation et de la consommation des produits alimentaires. On sait également que les tendances mondiales en matière de consommation influent sur la manière dont les aliments sont produits et sur les types d'aliments produits.

Il convient d'accompagner l'évolution des systèmes alimentaires par des actions destinées à sensibiliser le public aux principes d'une nutrition saine. Des habitudes alimentaires saines permettent de réduire les risques de développer des maladies liées à l'alimentation, de diminuer les dépenses en soins de santé et de freiner la chute du rendement des travailleurs dans les différents secteurs économiques.

Les systèmes alimentaires ont des répercussions sur le climat, et inversement, bien évidemment. Les changements climatiques auront une incidence sur la disponibilité des ressources naturelles de base (l'eau, le sol), ce qui débouchera sur des modifications importantes dans la production alimentaire et industrielle dans certaines régions. Les conditions climatiques extrêmes, comme les inondations, les sécheresses, l'érosion des sols, les incendies et les vents violents, ainsi que la propagation des maladies des animaux et des plantes liées au climat, entravent d'ores et déjà la production alimentaire, et leurs effets vont continuer à s'intensifier.

Par conséquent, il convient, lors de la définition de mesures destinées à mettre en place des systèmes alimentaires durables pour éradiquer la faim dans le monde et concrétiser les objectifs de développement durable connexes, de promouvoir en particulier:

1. une production alimentaire utilisant efficacement les ressources, et résiliente face au changement climatique;
2. la réduction et la prévention des gaspillages alimentaires;
3. une nutrition plus saine et plus équilibrée;
4. les systèmes alimentaires locaux;
5. la lutte contre les maladies des animaux et des plantes, afin d'augmenter la capacité de résistance du système alimentaire.
6. l'autosuffisance alimentaire;
7. le rôle de l'investissement dans la recherche scientifique.

Dans un monde où sévissent encore la faim et la malnutrition, le respect de la nourriture prend une dimension particulièrement importante. Les gaspillages de nourriture ont des conséquences néfastes sur les plans social, économique et écologique. La production, le conditionnement et le transport des aliments entraînent une consommation d'énergie et des déchets industriels. Lorsqu'un produit alimentaire est jeté, cela signifie que l'énorme quantité d'eau et d'énergie qui a été nécessaire pour le produire, le transporter, le stocker et le préparer a été consommée inutilement. Les gaspillages de nourriture ont une incidence néfaste sur l'environnement – 8% des émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent notre planète proviennent de nos déchets, et 30% des terres cultivées dans le monde produisent des aliments qui ne seront pas consommés. Par ailleurs, 25% de l'eau consommée par le secteur agricole sert à produire ces aliments gaspillés.

En Pologne, les grands magasins et les grossistes ont l'obligation de conclure un contrat avec une organisation non gouvernementale et de lui donner les produits qui sont retirés de la vente mais qui peuvent encore être consommés. Depuis le 1^{er} mars 2020, la réglementation a été durcie, et ces entreprises doivent payer pour chaque kilogramme d'aliments gaspillés. Les dispositions de cette loi imposent aux entreprises qui vendent des produits alimentaires (magasins, grossistes, etc.) de mener des campagnes d'information et d'éducation sur la gestion rationnelle de la nourriture et la prévention des gaspillages. Les magasins disposent d'un délai de cinq mois pour signer le premier contrat avec l'organisation non gouvernementale qui gèrera les dons d'aliments. Cette mesure ne concerne pas les aliments dont la date limite de consommation est dépassée ou qui sont avariés, seuls les aliments qui sont encore propres à la consommation (produits dont l'emballage est abîmé ou dont la date de péremption est très proche, par exemple) peuvent être donnés. Le non-respect de ces dispositions est passible de lourdes amendes.

Une autre mesure visant à prévenir le gaspillage de nourriture en Pologne a permis à toutes les entreprises qui donnent de la nourriture à une association d'utilité publique de déduire la TVA à partir d'octobre 2013. Elle s'applique aux producteurs d'aliments, mais aussi aux distributeurs, aux grossistes et aux restaurants et autres entreprises de restauration.

À ce jour, des mesures de lutte contre le gaspillage de nourriture ont été introduites, entre autres, en Italie, en France, en République tchèque et en Belgique. De plus en plus de pays lancent des initiatives pour sensibiliser le public aux causes et aux conséquences des gaspillages alimentaires, ainsi qu'aux moyens de les réduire, et promeuvent une culture scientifique et civique axée sur les principes de développement durable et de

solidarité. Dans le monde moderne, la consommation détermine le niveau et la qualité de vie, alors qu'elle devrait être l'un des éléments de socialisation humaine, par l'acceptation de certaines normes et règles relatives à la consommation socialement responsable et à l'utilisation de biens et de services dans le respect de l'environnement.

J'espère que l'expérience acquise par la Pologne dans la création de systèmes alimentaires durables sera pour vous une source d'inspiration. Encore une fois, je souhaiterais insister sur le fait que, pour passer à des systèmes alimentaires durables, une large coopération entre les organisations internationales et les pays est nécessaire, avec la participation du plus grand nombre d'entités possible. Le FIDA a un rôle important à jouer dans l'investissement dans les systèmes alimentaires durables du fait de l'expérience qu'il a accumulée, ainsi que ses États Membres, depuis tant d'années dans la lutte contre la faim dans le monde.